

# Latelec-Fouchana – Une lutte exemplaire, une répression pour l'exemple

« Travail, liberté, dignité ! » En décembre 2010, commence le soulèvement du peuple tunisien. Un mois plus tard, une foule immense scande « Dégage ! » devant le ministère de l'Intérieur. Ben Ali s'enfuit le 14 janvier 2011. C'est le début d'un processus révolutionnaire qui se poursuit aujourd'hui.

Le mouvement social entamé dès 2008 dans le bassin minier de Gafsa trouve un écho dans les manifestations spontanées des classes populaires à l'intérieur du pays (Sidi-Bouزيد, Kasserine...). Le soulèvement a été relayé et entretenu dans toute la Tunisie par de nombreuses organisations, réseaux de juristes et défenseurs des droits. Les grèves générales ont porté un coup fatal à la dictature. La centrale syndicale UGTT a joué un rôle déterminant, et une vague de syndicalisation a traversé toute la Tunisie post-Ben Ali.

Quelques semaines après la chute de Ben Ali, un syndicat UGTT est créé dans l'usine Latelec (filiale du groupe français Latécoère, producteur d'équipements aéronautiques pour Airbus, Dassault, etc.) situé à Fouchana, en banlieue de Tunis. Porté par des ouvrières, il est l'illustration de cet élan révolutionnaire. Très vite, la direction lui déclare la guerre. Harcèlement, menaces, tentatives de corruption : fortes de multiples mobilisations, les travailleuses ne cèdent pas. Les conquêtes sociales sont à la taille de leur combat : encadrement des heures supplémentaires, respect des normes d'hygiène et de sécurité, augmentation des salaires...

Bientôt, la direction réprime les syndiquées : mises à pied, violences – puis licenciements abusifs de 10 travailleuses, dont les 3 déléguées syndicales, déclarés illégaux par l'inspection du travail. Depuis des mois, Sonia Jebali, Monia Dridi et Rim Sboui se battent pour leur réintégration, avec le soutien de plusieurs organisations et syndicats français. Pour briser définitivement la lutte des ouvrières tunisiennes, Latelec a rapatrié en France une partie de sa production : en quelques mois, le site de Fouchana est passé de 450 salariés à 160, mettant de fait au chômage des centaines de salariées.

La lutte des Latelec illustre l'importance cruciale de la solidarité internationale. Contre l'isolement subi par les syndicalistes licenciées passe aussi par la mobilisation des militant-es français-es et l'exposition publique des agissements de la maison-mère Latécoère. Le droit du travail et les libertés syndicales doivent être respectés des deux côtés de la Méditerranée !

C'est que la solidarité nord-sud et la coordination internationale des luttes ne sont plus seulement une question de principe. Elles deviennent nécessaires face aux multinationales, gérantes de main-d'œuvre à l'échelle de la planète. Profitant de la libre circulation du capital – et non de celle des personnes –, elles mettent les travailleurs en situation de concurrence partout dans le monde. Au nord, les acquis sociaux reculent – au sud, la condition sociale des travailleurs est une insulte à leur dignité. Voilà le véritable visage de la « compétitivité », martelée par tous les gouvernements qui demandent toujours plus d'efforts aux salariés et s'attaquent aux emplois ainsi qu'aux droits des travailleurs/ses.

C'est dans ce cadre néo-libéral que la Tunisie révolutionnaire voit exploser depuis deux ans les conflits sociaux. La lutte des Latelec, sanctionnée par un retrait de l'investisseur français, illustre le dilemme auquel font face les travailleurs dans tous les pays : « Quand on travaille en baissant la tête, tout va bien, explique Houda, une syndicaliste. *Si on la relève, ils dégagent* ».

Du 12 au 21 septembre, Sonia Jebali et Monia Dridi sont en France pour présenter la lutte. Venez les rencontrer et les soutenir – Dates et lieux au verso.

**Leur combat est notre combat. Leur dignité est notre dignité.**

<b>A la fête de l'Huma Samedi 14 septembre</b>		<b>Travailleur/ses du Nord et du Sud : comment lutter ensemble contre la mondialisation néo-libérale ?</b>  <b>Lundi 16 septembre 19H00</b>  <b>Bourse du travail de Paris, 3 rue du Château d'eau (Métro République) salle Jean Jaurès (sous-sol)</b>  Avec Héla Yousfi, universitaire, un représentant de l'Union syndicale Solidaires, Fanny Gallois de l'association Peuples Solidaires et un collaborateur du Monde Diplomatique.
<b>L'avenir du syndicalisme en Tunisie</b>  <b>15H00</b>  Stand du Front Populaire, Villages du Monde  Avec Adel Ltif professeur a Paris III et Abdelhafidi Riahi, syndicaliste.	<b>Luttes et droits des femmes au cœur des transformations et des révolutions.</b>  <b>18H00</b>  Stand du Conseil National Angle des avenues : Aimé Césaire /Oscar Niemyer  Avec Marie-Georges Buffet et Martine Billard	

### **Travailleuses et droit syndical. Quels enjeux pour les femmes en Tunisie ?**

Dans le bouleversement politique et social que vit la Tunisie, les femmes sont particulièrement mobilisées pour défendre leurs droits. Depuis la défense du droit à l'avortement jusqu'à la question de l'autonomie et de l'emploi des femmes, les enjeux sont considérables pour la société tunisienne.

Au cœur de la mondialisation néolibérale, la lutte des « Latelec » en Tunisie est emblématique : les salarié-es, majoritairement des femmes, s'organisent et exigent à la fois le respect du Code du travail tunisien, et de leur dignité !

Les entreprises qui délocalisent mettent en concurrence les travailleurs et travailleuses du Nord et du Sud, afin de les exploiter toujours plus. Les femmes, partout moins bien payées, considérées comme une main d'œuvre plus docile, se retrouvent alors sur-exploitées et d'autant plus précarisées.

A Latelec, la concurrence féroce au sein de l'industrie aéronautique internationale n'hésite pas à broyer les travailleuses. Mais dans ce contexte très difficile, elles font bloc face au harcèlement et au mépris de leur hiérarchie et résistent malgré le sexisme omniprésent et les multiples barrières auxquelles elles se heurtent. Les enjeux y dépassent largement le contexte local : se posent les questions de l'emploi salarié des femmes en Tunisie, la place des syndicats dans les entreprises privées, mais aussi la politique néocolonialiste de certaines entreprises françaises, le rôle des multinationales dans les politiques libérales...

Et au-delà, comment l'émancipation des femmes participe du processus révolutionnaire ?

Parce que partout les femmes sont durement touchées par les politiques libérales, et que les droits des femmes sont souvent les premiers à être remis en question... Venez débattre avec ces femmes tunisiennes en lutte.

Avec Wassila Ayachi (Association Tunisienne des Femmes Démocrates [ATFD] et UGTT), Fanny Gallois (Peuples Solidaires) et Naila Wardi (Front Populaire).

**Samedi 21 septembre 2013 de 14h à 17h30**  
**Bourse du Travail, 85 rue Charlot (métro République), salle "Petite congrès".**